

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.958

Dimanche à Sainte-Suzanne

Un hommage fort à Sudel Fuma



Après l'allocution de Maurice Gironcel aux côtés de Dolène et Morine, la sœur et la fille de Sudel Fuma, le dévoilement de la plaque biographique "Lo Rond Moring Sudel Fuma".

Ce dimanche 31 août, Lo Rond Moring du Centre Zélindor à La Marine de Sainte-Suzanne a reçu publiquement le nom de Sudel Fuma, en hommage à ce grand sportif, historien et militant réunionnais de la liberté, décédé le 12 juillet dernier à l'âge de 62 ans. Cette cérémonie s'est déroulée en présence d'un public nombreux et solidaire des grands combats menés par Sudel Fuma au service de son peuple; des combats d'un "zarboutan nout kiltir" à continuer tous ensemble le plus nombreux possible...

Parmi le public, de nombreuses personnalités du monde politique, universitaire et culturel ont participé à cet hommage à Sudel Fuma, présenté par la commune de Sainte-Suzanne comme «un homme engagé, un historien exceptionnel, qui a participé à la prise de conscience de l'identité réunionnaise par le plus grand nombre». Après la diffusion d'un très beau film documentaire intitulé "Sainte-Suzanne rend hommage à Sudel Fuma, un zarboutan nout kiltir", le maire et responsable communiste Maurice Gironcel a prononcé un discours très apprécié, afin «de donner au souvenir de Sudel Fuma une valeur d'exemple». Ensuite, Clément Bornéo, un jeune col-

légien, a lu un extrait de l'ouvrage de Sudel Fuma et Jean-René Dreinaza intitulé "Le moring, art guerrier, ses origines afro-malgaches, sa pratique à La Réunion". Et après le dévoilement de la plaque "Lo Rond Moring Sudel Fuma" par Maurice Gironcel avec Dolène et Morine, la sœur et la fille de l'ancien directeur de la Chaire UNESCO à l'Université de La Réunion, une lecture de cette plaque biographique a été faite par Adeline, une jeune moringueuse de l'association ODAS.

Cette biographie souligne notamment que «véritable rassembleur, Sudel Fuma a su faire retrouver aux Réunion-

nais leur dignité en conférant un rayonnement national et international à tous ceux qui étaient dans l'ignorance de l'histoire du peuplement de La Réunion». Voilà pourquoi il est «un pilier de notre créolité», qui «nous laisse de lui l'image d'un homme passionné, passionnant, à jamais vivant et présent dans notre mémoire collective».

La cérémonie s'est terminée par de beaux chants et spectacles de moringue dans cette belle salle du Centre Zélindor, et avec le lancement de la finale du championnat de moringue. Un symbole fort des combats à continuer tous ensemble, afin d'être fidèles à Sudel Fuma...

L'énergie thermique des mers en Martinique en 2018, La Réunion complètement larguée

La NRL à l'opposé de la transition énergétique

En visite en Martinique, Ségolène Royal a souhaité que l'île soit le premier pays au monde à expérimenter l'énergie thermique des mers. L'échéance fixée est 2018. Rappelons que La Réunion avait lancé ce projet, c'était quand il existait une volonté politique de développer l'autonomie énergétique pour 2025. Depuis, le retard s'accumule et la décision de concentrer tous les crédits sur une route en mer de 12 kilomètres a pour but de rendre notre île définitivement dépendante des importations de pétrole.

Ségolène Royal termine ce mardi une visite de plusieurs jours aux Antilles. Elle était ce lundi en Martinique. Elle a apporté son soutien au projet de centrale produisant de l'électricité à partir de l'énergie thermique marine. Ce procédé utilise la différence de température entre l'eau de surface et celle des profondeurs pour produire de l'énergie. Cette technique est particulièrement adaptée à nos régions tropicales, car notre océan garantit la permanence d'une différence importante de température entre la surface et le fond. C'est donc une énergie pouvant servir de base à la fourniture d'électricité, car elle constitue une source permanente et prévisible. A terme, elle pourra donc remplacer le charbon et le fuel des centrales ther-

Une chance gâchée à La Réunion

A La Réunion, cette possibilité a été très tôt étudiée. En 2007, l'énergie

thermique marine faisait partie des thèmes abordés lors des Rencontres réunionnaises du développement durable. En 2009, elle a fait l'objet d'un partenariat entre la DCNS, la Région, la Caisse des dépôts et l'Etat. Les signataires s'engageaient pour la construction d'un démonstrateur, avec la perspective de centrales en 2014, c'est-à-dire aujourd'hui.

Mais à La Réunion, ce projet est tombé à l'eau. La nouvelle équipe à la direction de la Région a manifestement d'autres priorités. Cette volonté politique a au moins deux conséquences.

La première, c'est le transfert de tout ce qui a été capitalisé sur ce sujet à La Réunion vers l'hémisphère Nord. Le démonstrateur verra bien le jour, en Martinique. C'est ce qu'a rappelé le voyage dans cette île effectué par Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie. Elle a souhaité que la Martinique soit le premier pays à expérimenter l'énergie thermique marine, rapporte Martinique Première. Cela passe par la réalisation à court terme du démonstrateur validant les théories. Ceci montre que dorénavant, La Réunion

est maintenant bien à la traîne dans le domaine des énergies renouvelables.

Priorité au pétrole et aux voitures

La seconde, c'est la volonté de concentrer tous les crédits sur un projet de route en mer long de 12 kilomètres. Il est clair que les seuls bénéficiaires de cette route sont les vendeurs de pétrole et de véhicule fonctionnant avec cette énergie polluante et malsaine.

Au moment où va débiter le débat sur la transition énergétique, la visite de Ségolène Royal en Martinique a permis de souligner tout le retard pris dans ce domaine à La Réunion. Et il risque bien de devenir irréversible si jamais Didier Robert et ses complices arrivent à concrétiser leur projet de route en mer.

M.M.

Grève à la GTOI : solidarité avec un travailleur injustement licencié

Depuis ce lundi matin, les travailleurs de la GTOI sont en grève. Ils protestent contre le licenciement d'un chef de chantier et demandent une revalorisation des salaires.

Filiale d'un grand groupe français, Grands travaux de l'Océan Indien (GTOI) est une des plus importantes entreprises réunionnaises en terme d'effectif notamment. Depuis ce lundi, ses travailleurs sont en grève. Ils exigent la réintégration d'un chef de

chantier, licencié abusivement pour faute grave.

Selon la CGTR, le travailleur paie les erreurs de ses supérieurs hiérarchiques qui eux ne sont pas licenciés. Cette revendication constitue le point de départ d'un mouvement élargi à d'autres demandes.

Les travailleurs luttent aussi pour de meilleurs salaires. Ils veulent que cessent une discrimination. Ils estiment que les cadres venus de France sont

mieux payés que leurs homologues réunionnais. Les travailleurs demandent donc l'extension aux Réunionnais du régime réservé aux expatriés.

Si le mouvement persiste, alors de nombreux chantiers seront arrêtés dans toute l'île.

Ce lundi matin, les grévistes se sont rassemblés devant le siège de la GTOI dans la zone industrielle en face du port-Est. Les discussions n'ont pas abouti.

Édito

La fin d'une période de confusion?

En 1981, devant les difficultés sociales, le peuple de France pousse à la victoire les tenants du programme commun. Ce qui amena des ministres communistes au gouvernement. Pas pour longtemps. En effet, un changement de politique conduisit au départ des 4 ministres communistes. Depuis, le PS n'aura de cesse de rétrécir la gauche à sa seule dimension.

Trois décennies se sont écoulées entre l'arrivée de la gauche au pouvoir, en 1981, et le spectacle qu'a offert le Premier ministre socialiste à l'université d'été du Medef. On n'en revenait pas. Tous les délégués de l'organisation patronale étaient debout pour applaudir le discours et les engagements du gouvernement: pas un mot pour les travailleurs mais 40 milliards sous forme de crédit d'impôt.

Trois décennies étaient nécessaires pour voir 3.000 délégués présents à l'Université d'été du PS conclure la prestation de Pierre Laurent, secrétaire général du PCF, par des applaudissements. Passé ce moment émotionnel, il faudra bien que le PS fasse une introspection sur le bilan de ces 30 dernières années. Mitterrand avait défié Valéry Giscard

d'Estaing sur la baisse du niveau du chômage. Rebsamen, ministre du Travail, vient de déclarer à ce sujet: «nous avons échoué».

Voilà où mène le résultat de 30 années d'exclusion des communistes et de mensonges sur «la gauche» réductrice. La clarification qui a déjà commencé mettra-t-elle fin à cette période de confusion idéologique?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

Sommet des socio-démocrates européens à l'Élysée

Démonstration de force de François Hollande

Critiqué au sein de son parti politique, le PS, François Hollande maintien le cap, comme il l'avait annoncé le 19 août, avant sa venue à La Réunion. Désireux de faire assouplir la discipline budgétaire de l'Europe, le chef de l'Etat a convié, samedi 30 août à Paris, l'ensemble des sociaux-démocrates européens à l'Élysée.



François Hollande continue de tenir le cap fixé avant son voyage à La Réunion.

Le but de cette rencontre, quelques avant le Conseil de l'Europe est une démonstration de force de François Hollande pour peser sur ce conseil et ainsi éviter à la France, les sanctions qui l'attendent en raison de mauvais chiffres, comme la croissance nulle et le déficit public au-dessous des 3%.

Des objectifs communs

Réunis pour un sommet informel autour de François Hollande, les chefs de file de la social-démocratie européenne tiennent à peser ensemble en Europe. Hormis les dix chefs d'État ou de gouvernement présents, dont le Premier ministre italien Matteo Renzi, le sommet a réuni quatre membres de gouvernements de coalition, dont le vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel (SPD), et le président du Parlement européen, Martin Schulz. «Nous sommes d'accord pour soutenir la candidature de notre collègue Federica Mogherini», a annoncé le vice-chancelier. Cette dernière est soutenue «pas seulement parce qu'elle est sociale-démocrate», a de son côté affirmé le président français François Hollande. Cette candidature est selon les rumeurs courue d'avance, cette dernière succéderait en novembre à la Britannique Catherine Ashton à la tête de la diplomatie européenne. Le prochain président du Conseil

européen devra sera officiellement désigné samedi 6 septembre, une nomination que les sociaux-démocrates veulent par consensus, sans considérations partisans, a indiqué Sigmar Gabriel. «Nous avons tous admis que ce soit une démarche de consensus qui puisse l'emporter, a affirmé pour sa part M. Hollande. L'avenir de l'Europe ne se négocie pas à l'aune des partis qui composent les 28 pays membres», a indiqué ce dernier.

À l'issue de la rencontre, François Hollande a annoncé la tenue le 6 octobre en Italie d'un sommet de l'Union européenne «sur la question de la croissance et de l'emploi». Celui-ci «sera suivi d'un sommet de la zone euro si nos partenaires l'acceptent». Des doutes persistent sur la position de la chancelière allemande, Angela Merkel, et de son ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, qui restent inflexibles sur le respect des objectifs de réduction des déficits.

Ce sommet aura lieu après l'annonce des récents chiffres du chômage dans la zone euro, qui a atteint 11,5% dans les pays de la zone et 10,2% au sein des 28 pays qui composent l'Union européenne. En juillet, 24,850 millions d'européens sont au chômage (au sens du BIT), dont 18,409 millions dans la zone euro, a annoncé vendredi 29 août, l'institut de la statistiques, Eurostat.

Chômage : la France, mauvaise élève

L'institution a comparé les chiffres de juillet 2014 à ceux de juin 2014, ceux-ci mettent en évidence une diminution de 41.000 chômeurs dans l'UE28, tandis que le chiffre est resté quasi-stable dans la zone euro. Comparé à juillet 2013, le chômage a reculé de 1,634 million de personnes dans l'UE28 et de 725.000 dans la zone euro.

Ainsi, «le taux de chômage s'est établi à 10,2% en juillet 2014, stable comparé à juin 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,9% de juillet 2013», a indiqué Eurostat dans sa note. Les taux de chômage les plus faibles sont constatés en Allemagne et en Autriche, avec 4,9% chacun et les plus élevés en Grèce (27,2% en mai 2014) et en Espagne (24,5%).

La France, cinquième puissance économique mondiale et seconde européenne, compte 6,0802 millions de demandeurs d'emploi inscrits au Pôle Emploi, d'après les statistiques parues le 27 août, par le ministère du Travail et Pôle Emploi. Le pays fait partie des Etats ayant un taux de chômage en hausse. Fin juillet, 3,424 millions de Français étaient classés en catégorie A c'est à dire sans aucune activité.

La France compte 500.000 chômeurs de plus qu'au début du quinquennat, en mai 2012. La hausse atteint 120.000 depuis le début de cette année, ce qui se traduit par un rythme à peine moins soutenu qu'en 2013 et qui tend à s'accélérer ces derniers mois. A La Réunion, ils sont 136 020 Réunionnais inscrits à Pôle emploi en catégorie A, soit une stabilisation par rapport au mois précédent. Sur un an, leur nombre a augmenté de 1,0%. 174 430 Réunionnais sont à la recherche d'un emploi, toute catégorie confondue, ce qui reste le plus fort taux de la République, comme l'a rappelé François Hollande, lors de sa venue à La Réunion, le 21 août.

Céline Tabou

Annexion de 400 hectares en territoire occupé

Israël se «dédomme»

Tsahal, l'armée israélienne a annoncé dimanche 31 août, l'annexion de 400 hectares de terre en Cisjordanie dans le secteur de Bethléem, en réponse au meurtre des trois jeunes Israéliens en juin dans le territoire occupé, qui a été l'élément déclencheur d'une guerre sanglante.

Dans la foulée de la prise de 400 hectares, les autorités ont annoncé le lancement de la procédure déclarant «propriété de l'Etat israélien» ces terres proches de la colonie de Gva'ot. Les parties concernées ont quarante-cinq jours pour faire appel. La décision a été prise par «les instances politiques»; ont indiqué les médias. Les Israéliens veulent conserver dans toute éventualité de règlement du conflit avec les Palestiniens,

en s'appropriant le secteur, connu sous le nom de Gush Etzion. Cette décision fait suite au meurtre, en juin, de trois étudiants israéliens enlevés au bord de la route dans le même secteur.

La mort de ces trois jeunes Israéliens avait entraîné une nouvelle spirale de violences entre israéliens et palestiniens et, le 8 juillet. Le début de la guerre contre le Hamas dans la bande de Gaza avait alors commencé. A

peine arrivé qu'Israël attribuaient le meurtre de ces trois étudiants au Hamas, organisation islamiste qui contrôle la bande de Gaza. De son côté, le Hamas nie toujours et dit que, si des membres du Hamas sont impliqués, lui-même n'a jamais été informé de leur projet.

La décision d'accaparer ces 400 hectares est une «punition collective infligée aux Israéliens que l'on éloigne encore davantage d'une perspective de paix avec deux Etats pour deux peuples», a dénoncé Hagit Ofran, une des responsables de l'association israélienne «La Paix maintenant», qui milite pour la fin du conflit israélo-palestinien.

Selon l'ONG, l'appropriation est fondée sur une loi ottomane de 1858 en vertu de laquelle l'Etat peut récupérer des terres non occupées et non cultivées. Le conseil des colonies de Gush Etzion a, lui, salué dans un communiqué l'annonce faite dimanche comme le prélude à l'expansion de Gva'ot et à la naissance d'une «nouvelle ville».

Céline Tabou

Mise en observation de retour d'un séjour au Sierra Leone

Ebola: 6 Mauriciens en isolement

Six Mauriciens qui sont arrivés, ce lundi de Sierra Leone, pays où sévit l'épidémie d'Ebola, ont été placés sous observation par les autorités sanitaires dès leur arrivée à l'aéroport international de l'île situé à Plaisance.

Les six passagers ont été accueillis par des médecins et des inspecteurs sanitaires qui les ont soumis aux vérifications d'usage, avant de les conduire à l'hôpital de Souillac, près de l'aéroport, pour une prise de sang.

Le directeur des Services de la Santé,

le Dr Teelochun Nundlall a déclaré avoir fait une première évaluation de ces passagers pour savoir s'ils ont été exposés directement ou indirectement au virus d'Ebola en Sierra Leone. «Nous attendons maintenant les résultats», a-t-il déclaré.

Le directeur des services de Santé a

indiqué que même si les résultats des tests sont négatifs, ces passagers seront suivis à leur domicile, matin et soir. «Ces mesures font partie du plan de surveillance des voyageurs en provenance des pays à risques et ne doivent pas provoquer des réactions de stigmatisation à l'égard de ces derniers», a-t-il dit.

Selon le dernier bilan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 1.550 personnes sont mortes depuis le début de l'épidémie en Afrique de l'Ouest et 3.069 personnes ont été contaminées.

Après l'annonce d'un premier cas

Mobilisation contre Ebola au Sénégal

Le président sénégalais, Macky Sall, a affirmé lundi matin à Dakar que le gouvernement va prendre les mesures nécessaires pour empêcher la propagation de la fièvre hémorragique à virus Ebola dans le pays où un premier cas de la maladie a été confirmé la semaine dernière.

Intervenant au cours d'une cérémonie mensuelle de levée des couleurs au palais présidentiel, il a invité ses com-

patriotes à faire preuve de solidarité et de cohésion pour lutter contre la maladie.

Il a souligné que parmi les actions à mener dans le cadre de la sensibilisation du public contre la maladie figurent des spots télévisés, des émissions interactives et des campagnes publicitaires qui visent «la systématisation de gestes d'hygiène quotidiens, particulièrement le lavage des mains

avec du savon».

Le premier cas de fièvre hémorragique à virus Ebola a été détecté mardi dernier sur un étudiant guinéen de 21 ans venu à Dakar, environ trois semaines plus tôt, pour y passer ses vacances.

Il a été aussitôt admis au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Fann tandis que trois de ses proches ont été placés sous surveillance médicale.

20e Congrès mondial sur la sécurité et la santé au travail

«Le travail fait plus de victimes que la guerre»

2,3 millions de personnes meurent chaque année à cause d'accidents du travail ou de maladies professionnelles. Le directeur général de l'OIT annonce de nouveaux efforts en vue d'obtenir le respect des normes de santé et de sécurité au travail à l'échelle mondiale.

Prônant une «culture de la tolérance zéro à l'égard des risques au travail», le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), Guy Ryder, a rappelé à quelque 4000 participants au XXe Congrès mondial sur la sécurité et la santé au travail que la sécurité et la santé faisaient partie intégrante de l'action de l'OIT.

S'exprimant à Francfort, en Allemagne, devant des spécialistes de la sécurité au travail, des responsables politiques et des scientifiques de 141 pays dans le cadre du plus grand événement mondial dans le domaine de la sécurité au travail, M. Ryder a déclaré que les efforts de l'OIT visaient à peser davantage sur la culture mondiale de la sécurité et de la santé au travail et sur le terrain en milieu de travail.

«Défi immense»

«Le virus Ebola et les tragédies qu'il provoque fait la une des journaux – et c'est normal. Mais ce n'est pas le cas des décès liés au travail. Dès lors, il nous incombe d'établir une culture de la sensibilisation permanente», a ajouté M. Ryder.

M. Ryder a clairement réaffirmé que l'incapacité à garantir un lieu de travail sûr et sain constituait une forme de travail inacceptable: «Cela place la santé et la sécurité au travail au même niveau que le travail forcé, le travail des enfants, la liberté syndicale et la discrimination, qui sont au centre de la Déclaration de l'OIT sur les principes et droits fondamentaux au travail».

Il a ajouté que la sécurité et la santé feraient désormais partie intégrante de toutes les activités de l'OIT, avec un intérêt particulier pour les catégories invisibles et vulnérables des travailleurs de l'économie informelle, de l'économie rurale et pour les travailleurs migrants.

«Le défi auquel nous sommes confrontés est immense. Le travail fait davantage de victimes que la guerre à travers le monde: on estime que 2,3 millions de travailleurs meurent chaque année d'accidents du travail ou de maladies professionnelles», a déclaré M. Ryder.

Il a également fait référence aux coûts directs et indirects des maladies et accidents liés au travail que l'OIT évalue à 2800 milliards de dollars au niveau mondial. Il a souligné qu'investi-

ti dans la sécurité et la santé au travail était rentable. «Chaque dollar investi paie».

Des signes encourageants

M. Ryder a aussi souligné la nécessité vitale de disposer de données fiables: «Nous vivons à l'ère de l'information où les responsables politiques ont accès à des données sur toutes les questions. Mais en matière de santé et de sécurité au travail nous manquons de données pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes fondés sur des données factuelles. C'est un échec — un manque de volonté politique égale-ment».

Toutefois, le Directeur de l'OIT perçoit aussi des signes encourageants. «L'importance d'une protection efficace de la main-d'œuvre gagne du terrain dans les priorités stratégiques mondiales. Lors du sommet du G20 à Saint-Petersbourg en 2013, les dirigeants avaient demandé au groupe de travail du G20 sur l'emploi de s'associer à l'OIT pour étudier comment le G20 pourrait contribuer à créer des lieux de travail plus sûrs».

Di sak na pou di

A propos de gymnastique...

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt la lettre de Madame Murin-Hoarau dans le courrier des lecteurs du JIR du 1er Septembre intitulée «Catherine Gaud, la reine du grand écart?».

Madame Murin-Hoarau, vous aussi, question grand écart vous en connaissez un brin. Vous avez été élue en 2010 sur la liste de l'Alliance, par des électeurs d'accord avec un projet bien précis. Vous avez changé de camp et rejoint D.Robert, ce qui est votre droit mais n'avez pas démissionné ce qui

aurait été correct. Votre figure de gymnastique peut donc vous être retournée.

Vous excusez l'absence de votre président de Région au sommet des chefs d'Etat de la COI parce qu'il devait jouer du piano à un concert caritatif. Les deux missions sont diablement différentes dans la hauteur de l'engagement. Vous comparez sans sourcilier une présence à une soirée (celle de D. Robert) à l'engagement de

Madame Gaud auprès des malades du SIDA. Il y a 20 ans, Madame Gaud, confrontée en tant que médecin à cette maladie, a créé avec 3 patients l'association Rive qui s'est développée et oeuvre toujours pour prévenir, soigner, former, aider tous ceux frappés par ce virus... Comparer ce qui est comparable, madame Murin-Hoarau.

D'ailleurs personne ne met en balance le cancer et le SIDA à part votre argumentation orientée et d'une certaine mauvaise foi. Donner des leçons de déontologie à tout un chacun c'est facile, une expression dit «balayer devant sa porte» mais vous ne devez pas la connaître.

Marie-Hélène Berne



L'école de la nuit (7)

La Grande Chaloupe

Toilianti a retrouvé la lampe. «Tu aurais quand même pu changer les piles!, bougonne le grand, encore assis.

-Ce ne sont pas les miennes, répond la fille.

-PRÉCISÉMENT!

-Ne vous énervez pas, je vais voir si elles sont bien calées», intervient Lukas.

Tandis que Toilianti et Lukas à la lueur d'un portable démontent l'objet, Sigismond qui s'est mis debout crie: «DONNEZ-LA-MOI!»

Lukas qui n'a pas pris la peine de la revisser lui tend l'objet: «Tiens ta lampe. Ce ne sont pas les piles. Par deux fois tu l'as fait tomber. C'est l'ampoule qui a lâché...»

Sigismond se retrouve bête avec sa torche inutile dans les mains, il la jette dans le noir. Ça fait un bruit de casserole.

Toila lui en fait le reproche: «Ça sert à rien de la jeter, arrivé chez toi, tu aurais pu changer l'ampoule...»

Sigismond ne répond pas, il regarde vers la trouée du haut.

«C'était quoi ce truc de dingue?»

Lukas répond: «Un oiseau, un grand oiseau des mers qui niche. Un paille-en-queue ou un pétrel. Ça ne sert à rien de monter s'il y a un nid là-haut.»

Sigismond époussette son pantalon: «J'en ai ma claque, moi, de ce tunnel. Je vais appeler mon père, il va venir me chercher.

-On ne fait plus le fier, là!, lui lance Toila.

Comme s'il n'avait rien entendu, le garçon a sorti son téléphone, a appuyé sur une touche, il campe debout, l'appareil sur l'oreille. Droit comme un i. Il patiente. Pour ses camarades, le spectacle de cette attente dure une minute ou deux. Puis, contraint de décoller l'appareil

de son oreille, il regarde l'écran. «Pas vrai! Pas de réseau...»

Le visage de Sigismond s'est affaissé; dans le noir, il est méconnaissable. Une bougie qui a coulé.

«On y va, fait Lukas, comme pour l'encourager, ça ne doit plus être loin.»

Ils reprennent leur marche forcée, s'enfonçant davantage dans les ténèbres, avec la lumière précaire, plus ténue, des portables.

Au bout de vingt minutes d'une progression lente, Toilianti annonce, comme pour redonner du courage à tous: «Bon, on s'arrête ici, j'ai un anniversaire à fêter, moi, et des gâteaux. Je les ai préparés ce matin. -Je ne suis pas sûr que ce ne soit le moment ni l'endroit, fait découragé Sigismond.

-Au contraire, manger nous redonnera des forces.»

La fille s'assoit sur le froid d'un rail qui reflète la lueur du portable, bientôt imitée en cela par Lukas et Sigismond. Elle plonge son téléphone dans le sac à dos dont elle sort trois morceaux emballés dans du papier alu. À la lueur des portables, ça brille de mille feux, des reflets pailletent les parois autour d'eux, ils sont environnés d'étoiles. On dirait trois trésors. Elle en extrait dans un silence recueilli les gâteaux et les tend à ses amis avec une serviette dans un geste solennel qui n'échappe à personne. Ça sent bon le chocolat et l'amandé.

Elle patiente un peu et demande: «Alors?»

Sigismond répond le premier: -Avec moi, le chocolat, ça marche toujours. Lukas demande: -Avec de la vanille? -Oui, une gousse, répond enchantée Toila.

-Beurre sans sel?

-C'est mieux qu'avec de l'huile.»

Lukas s'y connaît en pâtisserie. On dit par plaisanterie qu'il a tout lu, même l'annuaire. Le portable de Sigismond s'éteint. Nerveusement, il se met à rigoler en jetant la tête en arrière. «Il ne manquait plus que ça. Plus de batterie.

-Et toi, Lukas?

-Quatre barres. On en a pour plus de vingt minutes.»

Sur cette parole, le portable s'éteint. Ils rigolent en choeur. C'est un Samsung, et toutes les 4 minutes, il s'éteint automatiquement; Lukas est obligé de presser le bouton à chaque fois pour le rallumer.

Jean-Charles Angrand

(Suite au numéro de mardi)

Otè!

K'i di péshé kapital, i di l'anfèr a pèrpétuité !

Mi sort lir dann journal in drol nouvèl. I paré lo prézidan sé in roi d'mantèr...tou lé ka, sé son ansien minis lékonomi k'i di sa. Li di konmsa lé pa posib an avoir konfyans dann Hollande pars li pass son tan à kalkil mantèr. Mantèr? Sa in kalité, sa in défo? Moin lé a d'mandé si dan la Frans lé pa in bon afèr ké kalkil mantèr é dann lo moun i fé la politik i diré lo mansonj sé in règ zénéral pou amenn la politik. Zot i koné lo provèrb: «promès sé dète!», mé mi sipoz zot i koné osi lo kozman in onm politik téi di: «In promès i angaz pa sak i fé lo promès, mé sak i kroi!». Alor, mé zami, ala in vré késtyon: kisa kroi dann la vi tou lé zour? kisa kroi dann la vi piblik? kisa kroi dann la vi politik?

In n'ot késtyon i sava ansanm: koman détèk lo mantèr? Koman détèk lo mansonj? Na bien in pikir i apèl détèktèr mansonj, mé mi koné pa si i marsh... Mé sak mi koné, i pé pa trap in moun épi aplik ali in pikyèr pou konète si li manti sansa si li di la vérité. Sa lé défandi. Solman, konm moin la fine dir azot, na in provèrb bann z'alman i di konmsa: «Mansonz, la pate lé kourt!». Sa i vé dir, ou i manti zordi, ou i armanti domin, apré domin ou i sharj ankor d'lo, in bo zour i fini par trap aou. So zour-la, ou lé pri é bien pri, é pèrsone i kroi pi aou. Na mèm désèrtin moun la fine an avoir in répitasyonn mantèr é zot sé in lézann dann z'ot domène.

Mé, pou rotourn a la politik, mon papa té i di konmsa: «la droit-la, sa lé mantèr sa!». Zordi ni pé dir: «sosyalis-la, sa lé mantèr pou vréman!». Pa tout biensir, mé désèrtin dirizan. Romark, mansonj, astèr in pé i apèl sa la kominikasyon. Si ou i koné lo poin sansib bann demoun nana sé l'androi fo ou i tak azot. Si ou i koné demoun i atann ou i di in n'afèr, ébin sé sa mèm ou i di é ou i sava pa dir azot in n'afèr zot i vé pa antann ditou. Moush i atrap èk myèl, i atrap pa avèk vinèg. Si ou i di demoun li sa transpiré, li sa transpiré, pou gingn près pa arien, ou lé sir out pyèz i marsh ar pa. Si ou i promète ali bone shoz é si domin la pilil lé amèr, i fé arien provik ou la fine gingn out plas prézidan, sansa in n'ot pla inportan...

Mé sa lé pa moral! Sa sé in n'afèr k'i fo pa fèr! Moin lé a d'mandé si sa la pa in péshé kapital é ki di péshé kapital i di l'anfèr a pèrpétuité. Tout o moin la fin out karyèr!

Justin

NB in kozman pou la rout: «L'anfèr lé pavé avèk bon z'intansion!». Mi diré plito, li lé pavé avèk mové z'intansion é mové z'aksion... Mé si bann bon z'intansion i abouti pa, si ou di ou na bon projé é si ou i fé arienk mové z'afèr lé posib ou i artrouv aou dann l'anfèr. In légzanp? Tienbo pa out promès: ala in mové laksion é nana va griyé dann l'anfèr pou sa. Sansa na in pé i amont ar pi zot gfigir pou in vote.